



## **Déclaration FSU 77 du CTSD du 6 septembre 2021**

Mais que serait une rentrée scolaire sans un souriant Jean-Michel Blanquer en « une » du JDD, le Journal Du Dimanche ? Ou peut-être devrions-nous parler de JODD : le Journal Officiel Du Dimanche, tant le ministre prend soin à piétiner notre institution et s’amuse à informer la terre entière avant « ses » enseignants, en utilisant ce journal du groupe Lagardère, dans lequel sa compagne travaille en qualité de rédactrice en chef. On comprend dès lors que ce média soit l’outil de prédilection d’un ministre qui aime tant la contradiction qu’il prend soin de ne prendre la parole que dans les succursales familiales. Un jour le JDD, un autre une petite interview à BFM, où son aimée officie aussi... Même si d’année en année la pilosité change, on reste dans un entre-soi bien confortable pour claironner « *nous sommes préparés à tout* »... sans crainte d’être confrontés à la réalité !

Nous n’avons pas cette chance, nous...

Entre les premières déclarations sur le protocole sanitaire le 28 juillet dernier, en plein cœur de l’été, et des informations apportées dans un article payant le 21 août, le ministre, notre ministre, continue de privilégier la Communication avec un grand C avant l’information aux personnels. Nous savons bien qu’avec la réforme de la fonction publique, les représentants du personnel sont présentés comme quantité négligeable, mais confondre journal du dimanche, plateau télé et radio avec le bulletin officiel devient de plus en plus insupportable même si au final, cela lui évite d’inscrire dans le marbre institutionnel des approximations, de fausses informations et de vraies mensonges.

De fausses informations servies à chaque rentrée scolaire pour en cacher la réalité peu reluisante. Ainsi, en août 2019, Jean-Michel Blanquer assurait que les élèves masculins étaient plus fortement scolarisés à cause du « *fondamentalisme islamique* ». Un constat aussitôt démenti par les statistiques nationales et les spécialistes. Cette année, la polémique de rentrée, celle censée masquer ce que nous vivons, se tourne vers l’allocation de rentrée scolaire! Allocation au sujet de laquelle Jean-Michel Blanquer affirme : « On sait bien, *si l’on regarde les choses en face, qu’il y a parfois des achats d’écrans plats plus importants au mois de septembre qu’à d’autres moments.* ». Une information pourtant maintes fois démentie.. même par le premier ministre en filigrane. Profitons-en pour rappeler à monsieur

Blanquer, mais aussi au président de la République venu prêter main forte à son fidèle ministre, que depuis la disparition des écrans à tube cathodique, c'est à dire depuis belle lurette, nous sommes toutes et tous contraints d'acheter des écrans plats pour acheter des écrans tout court.

Plutôt que de montrer d'un doigt mensonger de soi-disant profiteurs des largesses de l'état, nos dirigeants seraient bien inspirés à plutôt surveiller l'utilisation des colossales aides versées aux grandes entreprises, sans vérification, sans contrepartie sociale ou salariale ! Notre pays pourrait ainsi faire des économies substantielles et permettre à toutes et tous de vivre un peu plus dignement !

Que dire encore du taux de vaccination des enseignants annoncé par le ministre de l'Éducation nationale. A l'entendre, nous serions près de 80 % à avoir une couverture vaccinale complète. Quelques journalistes consciencieux, pas dans le JDD ni sur BFM évidemment..., ont tenté de vérifier ce pourcentage en demandant sur quoi il se basait, hélas sans succès...

Enfin, que penser de ces autres campagnes de communication. Celle qui laisse croire que les motivations de la laïcité pourraient se confondre avec une lutte contre le communautarisme. Soigneusement construite pour donner l'impression d'une vision généreuse, les « affiches sur la laïcité » élaborées rue de Grenelle, contribuent surtout à renforcer l'idée, à coup d'amalgame, que les menaces contre la liberté de conscience seraient liées aux différences d'origines et aux écarts culturels qu'elles supposeraient. Cette campagne relève d'une stratégie politique qui n'a rien à voir avec le travail que l'école doit construire pour éduquer à la laïcité.

Autre campagne, les annonces de revalorisation du Grenelle ont hélas confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Cette « revalorisation historique » annoncée dans tous les médias... JDD, BFM Lagardère, Bolloré... est une grande mascarade que nous dénonçons : non seulement elle ne concerne qu'une partie des collègues mais en plus les sommes sont si ridicules que nous resterons, en termes de salaire, bien derrière une majorité de nos collègues européens. Quant à la refonte des grilles salariales de nos collègues AESH, elle ne répond pas aux attentes de ces personnels devenus indispensables. C'est un statut de la fonction publique qu'il faut créer avec un salaire digne de ce nom.

Nous pourrions également évoquer la note de rentrée qui n'a pour seul but que de faire la publicité de notre ministre. Les trente minutes de sport quotidiennes, le quart d'heure de lecture quotidien, des injonctions qui ne font que desservir les enseignants, laissant croire que

nous ne lisons pas dans les classes ou bien que nous ne faisons pas d'éducation physique et sportive.

Alors que cette rentrée scolaire est encore marquée par l'inquiétude face à la crise sanitaire du variant delta, nous aurions aimé d'autres annonces de la part de notre ministère. La profession attendait des mesures sanitaires concrètes, la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes d'enseignants, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, de santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins.

Mais loin de ces stratégies de publicitaires, venons-en au concret !

Nous sommes réunis ce jour pour finaliser la « carte scolaire » premier degré de notre département. Comme nous n'avons cessé de vous le dire, Madame l'inspectrice d'académie, les enseignants et enseignantes du premier degré ont fini l'année scolaire 2020-2021 épuisés. Cette nouvelle année qui s'annonce offre peu de perspectives réjouissantes. Avec le peu de moyen en postes disponibles pour ces ajustements de rentrée, au regard des besoins nécessaires pour accompagner les équipes, nous nous trouvons une nouvelle fois devant une équation qui ne se résoudra qu'en négatif pour beaucoup de nos écoles, pour beaucoup de nos collègues ! Même si la dotation de cette année a été nettement supérieure à celle des années passées, c'est un redéploiement systématique des postes qui s'impose à notre département. Le retard accumulé ne pourra se résorber qu'avec une dotation bien plus conséquente. Ajoutons à cela, qu'il n'y a pas autant d'enseignants ou d'enseignantes que de postes, ce qui a pour conséquence de prélever sur la brigade de remplaçants et d'amoindrir encore la capacité de remplacement, ce qui ne présage rien de bon pour l'avenir notamment si un rebond épidémique devait se faire jour. Nous supposons également que vous allez devoir recourir à des contractuels, des personnels précaires et non formés, ce à quoi, vous le savez, la FSU 77 est opposée. Nous souhaitons néanmoins, avoir la liste des postes concernés afin d'apporter notre soutien, nos conseils de professionnels aux collègues qui se retrouveront ainsi propulsés sur le terrain. Dans la même logique, nous souhaiterions avoir un état des démissions de ces dernières années... sujet d'inquiétude, notamment pour les collègues qui entrent dans le métier.

Nous demandons donc des moyens matériels et humains pour permettre aux enseignants et enseignantes de notre département mais plus globalement de notre pays de retrouver de la sérénité dans leur travail et ce, malgré une crise sanitaire dont on ne voit pas le bout. Nous attendons de notre ministère qu'il nous fournisse le matériel nécessaire à notre santé ainsi qu'à celle de nos élèves. Cela passe par les masques, mais aussi par l'installation de purificateurs

d'airs et de capteurs de CO2 dans les classes. Nous attendons aussi plus de personnels et des effectifs revus à la baisse dans toutes les classes.

Bref, nous n'attendons pas de notre ministre des mots dans la presse, mais des moyens et des actes. C'est pour toutes ces raisons, mais aussi pour la défense de nos conditions de travail et pour une vraie revalorisation salariale que la FSU et la CGT, aux côtés de nos camarades de FO et de Solidaires appelons tous les enseignants et toutes les enseignantes à se mettre en grève et à manifester jeudi 23 septembre prochain.